

Sommaire du N^o 1161, du 28 juillet 1906

Planche hors-texte: Le Canada pittoresque. — Nos illustrations d'actualité. — Plaidoyer pour Montréal, par l'Hon. G. A. Nantel. — Propos de Montréalais. — Choses d'Europe. — Echos d'Amérique. — Nouvelle canadienne: Le prospecteur, par L. d'Ornano. — Le parler canadien, par Lionel Montal. — Le solitaire du Ti-rourda, par Royer Neuville. — La vie sur les toits. — L'araignée fileuse de Madagascar. — A travers la mode. — Recettes pour les ménagères. — Pour nos jeunes amis. — Poésies: L'arrivée, par Mme Catulle Mendès. — Les mé-sanges, par André Theuriot. — L'odeur de l'ajonc, par T. Botrel. — Feuilletons: "Le Lac Ontario", par Fenimore Cooper; Sans Famille. — Musique: Chant: Apaisement, mélodie, poésie de Verlaine, musique de Flégier. — Piano: Haiden-Roslein, par F. Schubert. — Deux pages humoristiques. — Le perfectionnement dans le mariage. — Hygiène domestique: La bière. — Les rêves. — Cartes postales. — Variétés, etc., etc.

Choses d'Europe

En Angleterre

Les dépêches de la presse associée nous ont mis au courant des protestations, unanimes ou peu s'en faut, de la Chambre des Lords contre le bill de l'armée.

Les lords Roberts et Landsdowne ont prononcé des discours d'une vigueur extraordinaire sur la nécessité d'accroître les armements de terre du Royaume-Uni, loin d'en diminuer l'effectif.

Le vieux lord Roberts qu'on pourrait bien surnommer le Sud-Africain — il a mieux que Kitchener assuré la conquête du Transvaal — a rappelé les jours d'angoisse des débuts de la guerre et les a attribués au défaut d'organisation militaire de l'Empire. "Qu'arriverait-il en face d'une invasion européenne, s'est-il écrié", songeant sans doute aux dispositions hostiles du neveu Guillaume II qui ne pardonnera jamais l'habile intervention de l'oncle Edouard dans le conflit franco-allemand réglé à Algésiras. Car de quelle autre invasion pourrait-il être question de la part d'une nation européenne? Pas d'une invasion russe, assurément, et encore moins d'une invasion française, puisque la France elle-même ne peut compter que sur l'Angleterre, dans le moment, pour doucher l'irrépressible Kaiser, pour le tenir à ses revues, à ses croisières et à ses discours sermons qui parfois, manquent pourtant de douceur évangélique.

La critique du bill de M. Haldane, le ministre de la guerre, est le fait de toutes les classes dirigeantes et non pas le fait d'une école politique, comme il est arrivé si souvent à chaque tentative de réforme de l'armée; on l'attaque parce qu'il est incompatible avec le service de courte durée et les réserves considérables, et aussi parce que les économies visées sont simplement illusoire, d'après sir Charles Dilke.

L'idée de M. Haldane de laisser le développement des forces et de l'esprit militaires aux associations locales a été accueillie avec un scepticisme remarquable: on a vu un retour à la féodalité dans la fondation des associations de la campagne. Un journal tory trouve dans le projet de réorganisation une tendance révolutionnaire et il en appelle à l'histoire pour démontrer que le contrôle populaire a toujours été fatal à toute organisation militaire.

Il est assez probable que le Bill-Haldane en face de l'opposition des lords et, en général, de la grande opinion publique, sera amendé par le comité qui en fait l'étude.

Le ministre de la guerre, en le rédigeant, s'appuyait sur la force de l'esprit militaire des jeunes gens du pays qu'il voulait stimuler et encourager pratiquement, après avoir mis fin à toute idée de conscription si impopulaire en Angleterre.

Mais il faut croire que là-bas comme ici la combativité des masses n'est pas en marche ascensionnelle et qu'on aime mieux s'occuper de ses affaires que de passer volontairement des semaines, des mois et des années, à manier le fusil et à faire des armes pour la patrie.

Ce serait amusant de voir le bill échouer, ce qui démontrerait que le système volontaire a vu ses jours et que dans les Grandes-Bretagnes, comme sur le continent Européen, tant à plaindre, d'après certains économistes anglais on devrait venir à la conscription pour donner confiance en la sécurité publique!

On est satisfait de voir remise à plus tard la visite de la flotte anglaise aux eaux russes.

Les temps ne sont guère propices, en effet, à des démonstrations étrangères, de quelque nature qu'elles soient, dans la Russie. Elles pourraient servir de prétexte aux révolutionnaires russes pour amener la marine du Tsar et, d'ailleurs, quel spectacle, triste, humiliant, ne donnerait pas la marine russe qui en est réduite à ses plus misérables unités!

* * *

Le "Times" exprime, au nom du peuple anglais, toute la satisfaction qu'il éprouve de l'issue du procès Dreyfus. L'opinion anglaise a toujours été favorable à l'officier israélite, même alors que son innocence était loin d'être démontrée, comme d'ailleurs, elle ne l'est pas encore aux yeux de bien du monde.

Lors du premier procès, l'entente était loin de régner entre la France et l'Angleterre et ici on ne demandait pas mieux que de voir l'Affaire se compliquer, se perpétuer et aviver ainsi la discorde intérieure qui était et est encore le meilleur gage de l'impuissance française dans ses luttes commerciales, industrielles et, le cas échéant, militaires.

* * *

La commission de sir West Ridgway, qui revenait ces jours-ci de l'Afrique du Sud, apporte peu d'espoir au gouvernement dans la solution de la question constitutionnelle.

Ce n'est plus qu'un secret de polichinelle que l'on n'a pu découvrir de compromis pour réconcilier les éléments Britanniques et Boers. Le cabinet aura à décider lui-même, à laquelle des deux races, il devra remettre la suprématie véritable dans le gouvernement du Transvaal.

Il n'est pourtant pas difficile de prévoir quelle sera l'issue finale entre les conquérants et les conquises: la majorité des habitants d'un pays de gouvernement populaire, c'est-à-dire où l'on accorde le droit de vote, au sujet libre, finira toujours par l'emporter, quels que soient les obstacles mis sur son chemin par la politique ou la ploutocratie.

L'histoire de trop de colonies anciennes et modernes est là pour démontrer cette vérité d'ordre naturel.

La situation des Boers ressemble à celle des Canadiens-français, après la conquête, avec la différence que les Boers vivent dans un pays où les natifs resteront toujours en majorité, l'émigration anglaise n'y trouvant point son compte comme aux Etats-Unis, comme au Canada. Pendant que nous devons être fatalement débordés en population par les émigrés de la métropole, les Boers sont sûrs de rester maîtres du terrain par le seul accroissement naturel de leur population. Aussi pouvons-nous dire, sans grand effort d'histoire ou d'imagination, que le gouvernement du pays reviendra, tôt ou tard, à la majorité boère et qu'il serait d'un geste plus magnanime pour le cabinet anglais de remettre à cette majorité les rênes d'un gouvernement qui échappera, par la force des choses, à la minorité des bureaucrates soutenus par l'autorité impériale de Downing Street.

La lutte entre le peuple Boër et ses vainqueurs ne présente-t-elle pas une analogie frappante avec les combats que les Canadiens-français ont soutenus, dès le lendemain de la cession, pour le droit de se gouverner eux-mêmes? Et l'acte d'Union que nous imposait, comme un châtement, la politique de la métropole, ne fut-il pas l'instrument de notre salut malgré toutes les roueries de la Cour et toutes les défaillances de certains des nôtres? Ce fut la majorité qui l'emporta; c'est là une règle aussi inéluctable que les grandes lois de la nature.

* * *

L'intéressante Madame Montefiore, révolutionnaire et chef des suffragettes-féminines, a vu ses effets saisis et vendus pour les taxes qu'elle se refusait à payer.

Le féminisme n'attendrait pas le fise ni l'huisier en Angleterre, pas plus que dans les pays plus chevaleresques de don Quichotte ou de Jérôme Paturot; ils frappent partout aussi sûrement que la mort quand on ne sait pas les apaiser avec de beaux deniers sonnants.

On se demande si les dames Montefiore de partout ne pourraient pas s'instruire de la leçon apprise à lady Montefiore de Londres.

En France

Le résultat des dernières élections assurait le redressement de l'arrêt de Rennes, prononcé contre Dreyfus, par la Cour Martiale. C'était affaire entendue depuis longtemps, et, à cet effet, la Cour de Cassation avait été revêtue de tous les pouvoirs nécessaires, pour acquitter le prévenu, le rendre à tous ses titres, à tous ses honneurs passés et lui accorder même les dommages-intérêts que toute méprise judiciaire mérite à ses victimes.

Non seulement Dreyfus est réhabilité, mais il est

promu dans l'armée; il obtient le ruban de la Légion d'Honneur. Le martyr de l'Île au Diable peut maintenant aspirer à tous les postes et s'il est de l'ordre très vénérable et très honorable de la maçonnerie française, il peut s'attendre à tout sous le régime présent.

* * *

La Chambre des députés a adopté une loi qui établit un jour de repos obligatoire par semaine. Une commission spéciale, avait été nommée à la suite d'innombrables pétitions, des classes ouvrières surtout, pour étudier la question.

Lorsque la révolution française eût aboli le dimanche, la démagogie et la populace se réjouirent fort de cette réforme obtenue surtout contre le jour consacré à Dieu, et comme d'un succès en faveur de l'émancipation des hommes!

L'obligation d'observer le dimanche disparut peu à peu, avec la foi, et aujourd'hui elle n'existe guère que pour les croyants et les riches.

Pendant que la masse des gens pauvres de la campagne et des villes se voit contrainte de travailler sept jours par semaine, les riches se paient le luxe d'un repos hebdomadaire et par habitude ou convention sociale, c'est le dimanche qui est resté le jour dont l'observance est encore respectée par tout le monde non travailleur de la France.

Encore une fois le pauvre peuple était la victime d'une grande réforme demandée en son nom mais sans mandat par les réformateurs dont il raffolait et qu'il a mis à la place des évangélistes et des ministres de l'Eglise.

Les travailleurs ont fini par se convaincre de leur fausse situation; l'abolition du dimanche n'obligeait pas le riche et n'écrasait que le pauvre en l'exténuant sous le prétexte fallacieux qu'elle lui faisait gagner le salaire du 7^{ème} jour. Or, comme l'ouvrier n'est pas une machine, qu'il a besoin, comme tout le monde, de refaire ses forces et de vivre de la vie de famille, une fois la semaine, pour le moins, il se prit à pétitionner et depuis des années il pétitionne, sans cesse, pour voir rétablir le jour du repos hebdomadaire que ses bienfaiteurs lui avaient supprimé pour jouer un beau tour au parti de la prêtraille! Et, en fin de compte, les pétitions viennent d'aboutir sous forme d'une loi du repos hebdomadaire qui n'obligera toutefois que les patrons!

Cette fois c'est le bourgeois qu'on attrape! Pourquoi ne pas revenir franchement et uniquement à la bonne loi d'antan qui obligeait toutes les consciences uniformément, sans l'intervention de l'Etat.

Mais rien d'amusant comme de voir rétablies au nom de la philanthropie toutes les prescriptions que l'Eglise a formulées depuis des siècles pour le culte de Dieu aussi bien que pour la paix sociale, le bon ordre en tout, la préservation des familles et le bien-être des individus.

On verra un jour ou l'autre l'observance du carême rétablie par quelque gouvernement maçonnique au nom des exigences de l'hygiène!

En Russie

La presse associée a bien voulu nous laisser goûter quelques jours de paix depuis un certain temps, au sujet des affaires de Russie. Elle ne nous a donné qu'une couple d'assassinats politiques, un massacre en règle entre cosaques et bataillons révoltés. Le Tsar aurait même repris ses sens; on lui fait grâce d'un coup d'état et d'une fuite précipitée pour échapper aux assassinats qui le menacent parmi son propre entourage!

C'est autant de reconnaissance que nous devons à la presse associée. Ce calme relatif indique qu'il n'y a pas de coups de bourse à monter dans le moment ce qui fait qu'ici, au Canada, nous sommes à peu près bien renseignés sur ce qui se passe chez notre voisin d'outre-Pacifique.

Le gouvernement de bureaucratie qui par l'intrigue avait réussi à supplanter de Witte, chef du cabinet démocrate-constitutionnel, aura bientôt démissionné et sera remplacé par le parti qui représente la majorité de la Douma. Et dès lors, la politique de réforme à laquelle le Tsar n'est nullement hostile reprendra son cours pour atteindre les grands résultats que visent les démocrates constitutionnels guidés par de Witte et ses partisans. Ce sera là, croyons-nous, la fin de la révolution russe, quoiqu'en disent la foule de pessimistes qui persistent à assimiler la Révolution russe à la Révolution française.

Il peut y avoir beaucoup de points de ressemblance entre les deux avec un point de dissemblance essentielle qui se trouve dans le caractère, dans le tempérament différent du tout au tout, de la nation russe, scandinave, restée calme, froide, respectueuse de l'autorité, et de la nation française naturellement impulsive, excessive et habituée depuis plus d'un siècle, à se moquer de toute autorité divine et humaine. La Russie a eu son Tolstoï mais elle n'a pas eu encore de Voltaire.

NEMO.